



Désarmés devant les marchés

Trois milliards d'euros par ci, 500 millions par là : brandies à la face de nos concitoyens en vue de faire les gros titres, ces sommes pourraient faire croire que les agriculteurs vont toucher le pactole face à la crise qu'ils traversent. La réalité est évidemment beaucoup plus nuancée et même tout autre, comme le montre le décryptage auquel s'est livrée la rédaction de *La France agricole* (voir page 18).

Au niveau européen, la proposition mise sur la table par la Commission montre en tout cas que celle-ci ne se départit pas de sa logique ultra-libérale, malgré la gravité de la situation : il est symptomatique de voir qu'elle refuse par exemple de relever le prix d'intervention sur le lait en poudre et

le beurre (fixés par la réforme de 2013 à un niveau suffisamment bas pour que le dispositif ait peu de chance d'être activé). C'est aussi ce que rappelle de manière criante cette crise : au fil des réformes successives de la Pac, l'Europe a démonté méthodiquement ses outils de régulation et ses organisations communes de marché. Avec la nouvelle Pac, on est arrivé « au

La crise actuelle jette une lumière crue sur la stratégie de désarmement poursuivie par l'Europe au fil de ses différentes réformes.

bout du bout » de ce démantèlement et les éleveurs en voient les conséquences. Les leviers à disposition sont devenus limités et les producteurs se retrouvent durement exposés face aux soubresauts du marché. Pour corser le tout, la division fait rage entre les Etats-membres sur le dossier du lait et l'attitude à tenir.

Si, après les annonces gouvernementales de la semaine dernière, la pilule a autant de mal à passer auprès des producteurs, et qu'une défiance s'est installée entre des adhérents de la FNSEA et son patron (voir page 14), c'est aussi parce que les éleveurs attendent d'abord des mesures pour redresser les marchés et qu'ils ne voient rien venir de consistant. Quand on ne dégage plus de revenu, on n'a que faire de mesures d'aides à l'investissement ou d'allègement de cotisations ! La fracture n'est pas que syndicale car

le ressentiment s'exprime aussi à l'égard des maillons aval de la filière élevage, coops comprises. **Alors que le mot compétitivité ressort à tout bout de champ, les producteurs de porc, par exemple, savent pertinemment qu'ils n'ont pas à rougir et qu'ils figurent parmi les plus performants de la classe européenne. Mais que c'est après eux que cela se gâte...** ■